BV. - 1 - L. 15.048/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 28 octobre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche", a donné le 3 novembre 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e oktober 1982 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen", heeft de 3e november 1982 het volgend advies gegeven :

16 NOV 1982

PREAMBULE.

Le projet d'arrêté invoque deux lois : la loi du 31 juillet 1981 portant le budget du ministère des Communications pour l'exercice 1981 et la loi de Finances du 17 décembre 1981 pour l'année budgétaire 1982.

Ces lois ne constituent pas le fondement légal du projet. Celui-ci se trouve à l'article 29 de la Constitution.

Quant au considérant, il peut être omis sans inconvénient.

Le texte suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche, notamment les articles 2 et 3, modifiés par l'arrêté royal du 5 août 1968, et l'article 6;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 octobre 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le premier alinéa ajouté par le projet à l'article 2, § 1er, c, de l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concerne "l'apport social" visé au deuxième alinéa du c. Cet apport doit avoir une valeur au moins égale à la totalité de la prime de démolition reçue et doit être fait en espèces.

Par contre, le deuxième alinéa que le projet ajoute concerne l'apport à la société d'un bâtiment à démolir, ce qui est une hypothèse différente. En effet, dans ce cas, le demandeur de la prime de démolition peut être la société elle-même. La règle portée par cet alinéa établit une fiction quant à la durée de la propriété. Elle trouverait mieux sa place sous le b, qui a pour objet d'exiger que le demandeur ait été propriétaire du bâtiment pendant au moins les cinq années qui précèdent l'introduction de la demande de prime.

Le texte suivant est proposé pour l'article :

"Article 1er.-

A l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1968, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au a, le mot "trente" est remplacé par "vingt".

2° Le b est complété par l'alinéa suivant :

.../...

"Lorsque le bâtiment à démolir constitue un apport en société, celle-ci peut invoquer la période pendant laquelle l'apporteur en a été propriétaire".

3° Le c est complété par l'alinéa suivant :

"Pour l'évaluation de l'apport, les parts du demandeur et celles de son conjoint peuvent être considérées comme formant un tout".

Articles 2 et 3.

1. L'article 6 en projet manque de clarté.

L'alinéa 1er paraît fixer des modalités relatives au paiement de la prime de démolition. Cette prime est, en effet, payée en deux échéances, à concurrence de 50 pour cent chaque fois.

L'alinéa 2 reproduit textuellement le b de l'article 6 actuellement en vigueur. En d'autres termes, cette disposition est présentement considérée comme une condition qui doit être remplie pour que le paiement de la prime puisse être effectué.

Dans l'article 6 en projet, l'alinéa 2 ne paraît plus être une condition relative au paiement de la prime.

En réalité, tant dans l'article 6, b, actuellement en vigueur, que dans l'article 6, alinéa 2, en projet, la disposition n'est pas une condition de paiement de la prime, mais plutôt une règle relative au calcul du montant de la prime. Il en est de même de l'article 6, alinéa 3, en projet.

.../...

Les alinéas 2 et 3 de l'article 6 en projet trouveraient dès lors mieux leur place dans l'article 3 de l'arrêté royal du 29 novembre 1961 qui fixe le montant de la prime et que l'article 2 du projet modifie. Un texte sera proposé pour les articles 2 et 3 du projet.

2. Tant l'article 3 de l'arrêté royal du 29 novembre 1961 que l'arrêté en projet utilisent des mesures de masse : tonne de jauge brute (brutoton) (article 3), jauge brute (brutotonnage)(article 6, alinéa 2, en projet).

Selon l'article 2 de la loi du 20 juin 1883 établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer, modifié par la loi du 29 mars 1965,

> "La capacité des navires est établie en mètres cubes et en tonneaux de mer.
>
> Le tonneau de mer est une capacité égale à deux mètres cubes et quatre-vingt-trois centièmes.
>
> La capacité totale d'un navire, exprimée en tonneaux de mer, constitue son tonnage brut.
>
> Le tonnage net représente le tonnage brut après déduction des espaces considérés comme non utilisables pour le transport des marchandises et des passagers.
>
> Sauf indication contraire, le tonnage des navires de mer, mentionné dans les textes légaux et réglementaires, est le tonnage net".

Aux termes de l'arrêté royal du 14 septembre 1970 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités, "le tonneau de mer, qui est égal à 2,83 m^3, est reconnu (comme mesure de capacité ou de volume), exclusivement pour indiquer le tonnage des bateaux".

.../...

Il convient dès lors de respecter les mesures légales en matière de tonnage des bateaux.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. Lorsque le tonnage brut du navire de remplacement est au moins égal à la moitié du tonnage brut du bâtiment démoli, la prime ne peut dépasser trente mille francs par tonneau du bâtiment démoli.

Lorsque le tonnage brut du navire de remplacement est inférieur à la moitié du tonnage brut du bâtiment démoli, la prime est calculée sur le double du tonnage brut du navire de remplacement.

La prime de démolition ne peut être inférieure à celle qui est due pour un bâtiment d'un tonnage brut de septante tonneaux".

Article 3.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. La prime de démolition est payée en deux tranches égales.

Le paiement de la première tranche est effectué lorsque la preuve est faite que le contrat relatif à la construction d'un nouveau navire a été signé.

.../...

Le paiement de la seconde tranche est effectué lorsque la preuve est faite que le bâtiment a été démoli et que le nouveau navire navigue sous pavillon belge".

AANHEF.

Het ontwerp-besluit geeft als rechtsgrond twee wetten aan : de wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen voor het dienstjaar 1981 en de financiewet van 17 december 1981 voor het begrotingsjaar 1982.

Die wetten zijn geen rechtsgrond voor het ontwerp. Die rechtsgrond is te zoeken in artikel 29 van de Grondwet.

Wat de considerans betreft, deze kan zonder bezwaar achterwege blijven.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen, inzonderheid op de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1968, en op artikel 6;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Onze Staatssecretaris van Landbouw,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het eerste lid dat door het ontwerp wordt toegevoegd aan artikel 2, § 1, c, van het koninklijk besluit van 29 november 1961 heeft betrekking op de in het tweede lid van c bedoelde "inbreng in het maatschappelijk kapitaal". Die inbreng moet in waarde ten minste gelijk zijn aan de totaal bekomen slooppremie en dient in speciën te geschieden.

Het tweede door het ontwerp toegevoegde lid daarentegen heeft betrekking op het inbrengen in de vennootschap van een te slopen vaartuig, hetgeen een heel ander geval is. In dat geval immers kan de aanvrager van de slooppremie de vennootschap zelf zijn. De in dit lid gestelde regel roept een fictie in het leven wat de termijn van eigendom betreft. Hij zou beter een plaats krijgen onder b, welke bepaling eist dat de aanvrager ten minste gedurende de vijf jaren vóór het indienen van de premie-aanvraag eigenaar van het vaartuig is geweest.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel :

"Artikel 1.-

In artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1968, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° In de tekst onder a wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "twintig".

2° De tekst onder b wordt aangevuld met het volgende lid :

"Wanneer het te slopen vaartuig een inbreng in de vennootschap vormt, kan die vennootschap zich beroepen op de tijd gedurende welke de inbrenger eigenaar van het vaartuig is geweest".

3° De tekst onder c wordt aangevuld met het volgende lid :

"Voor het ramen van de inbreng kunnen de aandelen van de aanvrager en die van zijn echtgenoot geacht worden een geheel te vormen".

Artikelen 2 en 3.

1. Het ontworpen artikel 6 is niet duidelijk genoeg.

Het eerste lid lijkt nadere regels te stellen betreffende de betaling van de slooppremie. Die premie wordt immers in twee termijnen betaald, telkens van 50 percent.

Het tweede lid herhaalt woordelijk de tekst onder b, van het thans geldende artikel 6. Dat wil zeggen dat die bepaling nu beschouwd wordt als een voorwaarde waaraan moet zijn voldaan opdat de premie kan worden betaald.

In het ontworpen artikel 6 lijkt het tweede lid niet langer een voorwaarde te zijn in verband met het betalen van de premie.

.../...

In feite is de bepaling, zowel in het thans geldende artikel 6, b, als in het ontworpen artikel 6, tweede lid, geen voorwaarde voor het betalen van de premie maar veeleer een regel in verband met het berekenen van het premiebedrag. Dat is ook zo met het ontworpen artikel 6, derde lid.

Het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 6 zouden derhalve beter op hun plaats zijn in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 november 1961, welk artikel het bedrag van de premie bepaalt en door artikel 2 van het ontwerp wordt gewijzigd. Een tekst zal worden voorgesteld voor de artikelen 2 en 3 van het ontwerp.

2. Zowel artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 november 1961 als het ontwerp-besluit werken met massamaten : brutoton (tonne de jauge brute) (artikel 3), brutotonnage (jauge brute) (ontworpen artikel 6, tweede lid).

Artikel 2 van de wet van 20 juni 1883 waarbij voor zeeschepen een nieuwe wijze van meten werd ingevoerd, gewijzigd bij de wet van 29 maart 1965, bepaalt :

> "De inhoud van schepen wordt bepaald in kubieke meter en in zeeton.
>
> De zeeton is een inhoudsmaat gelijk aan twee kubieke meter en drieëntachtig honderdste.
>
> De totale inhoud van een schip in zeeton is de bruto-tonnemaat van dat schip.
>
> De netto-tonnemaat is de bruto-tonnemaat na aftrek van de ruimten die geacht worden niet voor goederen- en passagiersvervoer te kunnen dienen.
>
> Tenzij anders is bepaald, is de in wets- en verordeningsteksten vermelde tonnemaat voor zeeschepen de netto-tonnemaat".

.../...

Luidens het koninklijk besluit van 14 september 1970 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden wordt als inhouds- of volumemaat erkend : "de registerton die gelijk is aan 2,83 m^3, doch uitsluitend ter aanduiding van de inhoud van schepen".

Derhalve moeten de wettelijke meeteenheden inzake de inhoud van schepen worden geëerbiedigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3. Wanneer de bruto-tonnemaat van het vervangingsschip ten minste gelijk is aan de helft van de bruto-tonnemaat van het gesloopte vaartuig mag de premie niet meer bedragen dan dertigduizend frank per ton van het gesloopte vaartuig.

Wanneer de bruto-tonnemaat van het vervangingsschip lager is dan de helft van de bruto-tonnemaat van het gesloopte vaartuig wordt de premie berekend op het dubbele van de bruto-tonnemaat van het vervangingsschip.

De slooppremie mag niet lager zijn dan die welke verschuldigd is voor een vaartuig met een bruto-tonnemaat van zeventig ton.

.../...

Artikel 3.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 6._ De slooppremie wordt in twee gelijke tranches betaald.

De eerste tranche wordt betaald wanneer het bewijs is geleverd dat het contract betreffende de bouw van een nieuw schip ondertekend is.

De tweede tranche wordt betaald wanneer het bewijs is geleverd dat het vaartuig gesloopt is en dat het nieuwe schip onder Belgische vlag in de vaart is gebracht".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.